

# Le patronat, premier bénéficiaire de la crise ?

**Les responsables et les profiteurs de la crise ne sont pas seulement les banquiers qui ont bâti des fortunes sur des bidouillages financiers, mais tous les capitalistes. Représentés par cette fameuse Troïka ultralibérale, ils tâchent d'imposer la « compétitivité » et l'austérité sous l'argument massue de la dette. En réalité ils ne font que profiter d'une certaine conjoncture pour durcir à leur profit le rapport de force.**

## Refuser de se soumettre aux marchés, refuser de payer la dette

A l'UMP comme au PS, les élites politiques pensent que couper le robinet de la dette, c'est sabrer les dépenses sociales, retarder le départ à la retraite et saigner à blanc tous les salarié-e-s pour « rassurer » les prêteurs et les créanciers... et avec eux l'ensemble du patronat ! Car c'est bien pour épargner les patrons, et surtout les plus grands, que tous les États d'Europe s'infligent des cures d'austérité qui se matérialisent en une libéralisation du travail à grande échelle. Or, outre les banquiers, c'est aussi à eux que nous devons l'explosion de la dette, puisque les États ont fait le choix d'augmenter cette dernière plutôt que d'augmenter les impôts des plus riches (capital) et les cotisations des sociétés. Cette dette n'est pas la notre et nous refusons de la payer littéralement de nos vies.

## Résister au projet des capitalistes

Il va donc falloir s'armer contre l'offensive de la classe capitaliste. Les mesures qui pleuvent sur les salarié-e-s de toute l'Europe sous prétexte de compétitivité doivent être refusées, car

elles servent la logique de pompage et d'usage de toute la richesse par une minorité. La TVA antisociale n'est qu'une exonération de plus pour les patrons, dispensés de financer la branche « familles » de la Sécurité Sociale. Les « accords de compétitivité » quant à eux, prévoient de négocier par des baisses de salaires le maintien de l'emploi dans une entreprise donnée, savonnant la pente du chantage à l'emploi, grâce à l'épouvantail de la concurrence mondialisée de la main d'œuvre. Mais depuis l'expérience de Continental en 2009, on sait ce que vaut ce type de pari avec les patrons. Les mesures de flexibilité s'étendent à toute l'Europe, avec leur lot de contrats défavorables, d'horaires irréguliers, et de diminution de la responsabilité des entreprises en matière de santé et de sécurité.

Mais les énormes manifestations qui se dressent contre elles montrent que les populations sont de plus en plus conscientes de l'inégalité foncière du système. Nous n'encaisserons pas les coups sans contre-attaquer. Il va falloir multiplier les résistances dans nos lieux de travail comme dans nos lieux de vie. Contre les licenciements, la flexibilisation de l'emploi et sa précarisation, et par suite contre l'ensemble du système capitaliste, nous devons entrer en lutte.

Car même un capitalisme « moralisé », parce qu'il repose sur le profit et l'exploitation, cherchera toujours à faire pencher le compromis social en sa faveur, et aucune taxe sur les produits financiers, aucun nationalisme économique n'empêchera les capitalistes de préférer le profit à tout autre objectif.

## Changer de système et changer la société

Les politiciens et leur austérité n'ont qu'un seul projet : réformer le système afin de le maintenir en place. Mais contre la dictature patronale, nous revendiquons une économie sociale, directement contrôlée et organisée par la population et les travailleurs-ses. Plutôt que de surproduire pour dégager des marges, plutôt que d'exploiter la main d'œuvre à bas coûts pour inonder les sociétés riches de produits les plus divers, une économie tournée vers la satisfaction des besoins. Le capitalisme n'est pas une fatalité et nous pouvons nous en débarrasser si nous commençons dès aujourd'hui à construire une alternative et à inventer une société réellement démocratique, bâtie sur la solidarité et débarrassée des oppressions.



Le mensuel  
disponible  
en kiosque

- Je souhaite recevoir des informations sur les Ami-e-s d'AL  
 Je souhaite adhérer à Alternative libertaire.

Je souhaite recevoir un exemplaire gratuit du mensuel AL

Je m'abonne à *Alternative libertaire*

(20 euros pour un an, 15 euros pour lycéen-nes, étudiant-es, chômeuses/eurs et précaires, chèque à l'ordre d'Alternative libertaire).

NOM..... PRÉNOM.....

TÉL. .... E-MAIL .....

ADRESSE.....

Alternative libertaire

BP 295

75921 Paris Cedex 19

contacts@alternativelibertaire.org

[www.alternativelibertaire.org](http://www.alternativelibertaire.org)

26 février 2012